2008-04515/

Commissariat aux langues officielles | Office of the Commissioner of Official Languages

Ottawa, le 2 décembre 1999

POUR DIFFUSION IMMÉDIATE

Urgence d'accroître les contenus en français sur Internet : La commissaire aux langues officielles reçoit la réponse du gouvernement du Canada

La commissaire aux langues officielles, madame Dyane Adam, accueille favorablement la réponse du gouvernement du Canada à l'étude spéciale intitulée *Le gouvernement du Canada et le français sur Internet*. Rappelons que cette étude de la commissaire, rendue publique le 30 août dernier, se voulait un appel pour une action immédiate et plus ciblée du gouvernement du Canada afin de rattraper des retards et développer une masse critique de contenus et de services en français sur Internet.

Madame Adam note que le gouvernement s'engage à élaborer un plan d'action cohérent accompagné d'échéanciers, de mécanismes de suivi et de rapports réguliers des progrès réalisés afin d'accroître, et ce de façon prioritaire, les contenus et les services de langue française sur Internet. Certains éléments de réponse font d'ailleurs état de programmes annoncés depuis le dépôt de l'étude de la commissaire, notamment dans le cadre du Discours du Trône. La commissaire se réjouit de voir que le gouvernement affirme clairement que « le développement de l'inforoute au Canada doit se faire dans le respect des deux langues officielles tant au niveau des communications qu'entretient le gouvernement fédéral avec les citoyens sur Internet que sur le plan des politiques gouvernementales visant à accroître les contenus sur Internet ».

Ce dossier demeure urgent et prioritaire pour la commissaire qui entend suivre de près la mise en oeuvre des engagements gouvernementaux. Elle invite par ailleurs le public à faire part de ses commentaires et suggestions sur la question du français sur Internet par le biais du site Internet du Commissariat.

« En ce début de mon mandat de commissaire aux langues officielles, je suis fort encouragée par cette réponse du gouvernement qui constitue un geste allant au-delà de la symbolique », a indiqué madame Adam. « Je vais bien sûr continuer de m'assurer que ces engagements se concrétisent véritablement dans les meilleurs délais ».

-30-

Renseignements

Représentant(e)s de la commissaire

Veuillez consulter la Réponse du gouvernement du Canada

Date de modification : 2007-08-29